

S.D.C.A.

Société Dunkerquoise de Conseils et d'Audit

10 rue des Fusiliers Marins

Société d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes

59140 DUNKERQUE

Tél. : 03.28.63.52.38

Fax : 03.28.59.20.01

Email : sdcg@wanadoo.fr

**OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE DUNKERQUE
DUNES DE FLANDRE**

**4 Place Charles Valentin
59140 DUNKERQUE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

Mesdames, Messieurs les adhérents,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de "l'Office de Tourisme et des congrès de Dunkerque – Dunes de Flandre", tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de mes appréciations
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

J'estime que les éléments que j'ai collecté sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DE MES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à DUNKERQUE,
Le 17 juin 2014



Jean-François CAUX
Commissaire aux Comptes
Représentant Légal de la Société S.D.C.A.
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite près de la Cour d'Appel de DOUAI



Office de Tourisme Dunkerque Dunes de Flandres

Comptes annuels

au 31/12/2013

KPMG Entreprises
05/03/2014

Comptes annuels

Comptes annuels

Office de Tourisme Dunkerque Dunes de Flandres

Bilan et compte de résultat



KPMG S.A.
Littoral
40 rue du Sud
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02
France

Téléphone : +33 (0)3 28 24 53 53
Télécopie : +33 (0)3 28 24 53 54
Site internet : www.kpmg.fr

Office de Tourisme Dunkerque

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 Montants exprimés en Euros

Office de Tourisme Dunkerque
4 place Charles Valentin
59140 DUNKERQUE
Ce rapport contient 13 pages
Annexe 2013.doc

2.1.5 Immobilisations financières

2.1.5.1 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	33 990,00
Autres titres immobilisés	
Prêts	915,00

2.1.6 Evaluation des stocks

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode FIFO. Le coût d'achat est composé du prix d'achat principal.

2.1.7 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	915,00		915,00
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	31 912,00	31 912,00	
Autres	124 495,00	124 495,00	
Charges constatées d'avance	15 820,00	15 820,00	
TOTAL	173 144,00	172 229,00	915,00
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
Prêts récupérés en cours d'exercice	-		

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

2.1.8 Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont uniquement constitués des produits d'exploitation.

2.1.9 Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance ont le caractère de charges d'exploitation.

2.2 Passif

2.2.1 Fonds associatifs

2.2.1.1 Fonds associatifs sans droit de reprise

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				-
Valeur du patrimoine intégré				-
Fonds statutaires				-
Apports sans droit de reprise	125 358,00			125 358,00
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				-
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme ⁽¹⁾				-
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				-
Réserves				-
Réserves indisponibles				-
Réserves statutaires ou contractuelles				-
Réserves réglementées	30 489,00			30 489,00
Autres réserves ⁽²⁾				-

⁽¹⁾ Préciser que la ou les subventions sont maintenues au passif car il s'agit d'un bien renouvelable par l'association.

⁽²⁾ Dont réserve pour projet associatif

2.2.2 Report à nouveau avant répartition du résultat

Tableau du report à nouveau avant répartition du résultat		
Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées : - à l'exercice - aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		97 243,00
SOLDE		97 243,00

2.2.3 Provisions pour risques et charges

2.2.3.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	23 901,00			23 901,00
Provisions pour charges	102 771,00	10 657,00		113 428,00
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire				
TOTAL	126 672,00	10 657,00		137 329,00

2.2.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
I. D. R.	113 428		113 428
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

- Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

- Taux d'actualisation : 4.60 %
- Taux d'évolution des rémunérations : 0 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans

2.2.5 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	229	229		
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	147 930	147 930		
Dettes fiscales et sociales	90 695	90 695		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	2 636	2 636		
Produits constatés d'avance	12 381	12 381		
TOTAL	253 871	253 871	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 804			

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

2.2.6 Charges à payer

Les charges à payer sont des charges d'exploitation à rattacher à l'exercice.

2.2.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont les produits d'exploitation à rattacher à l'exercice suivant.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	865 214,00
Subventions	975 489,00
Transferts de charges	188 068,00
Autres produits	516,00
Total	2 029 289,00

3.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Direction	1,00	
Cadres & Assimilés	3,00	
Employés	14,00	4,00
TOTAL	18,00	4,00

3.3 Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) comptabilisé dans les comptes de notre entité à la clôture de l'exercice, s'élève à 10 715 Euros.

Au compte de résultat, notre entité a retenu la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel (charges sociales). Au bilan, le produit correspond au crédit d'impôt qui va être demandé à l'occasion de la déclaration du solde de l'impôt société.

Ce crédit d'impôt aura pour objet la reconstitution de notre fonds de roulement.

4 Autres informations

4.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 189 001 € en 2013.

4.2 Informations concernant le Droit Individuel à la Formation

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	432
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande des salariés	1 195